

LES FEMMES HAITIENNES REFLECHISSENT SUR L'ECONOMIE

Thématique extrait du *Livre blanc sur la condition féminine*

Les forums du MCFDF

Le *Livre blanc* est le produit de 10 forums départementaux et un forum national, tenus du 22 février au 6 mars 2012. Environ 1500 déléguées d'organisations de femmes sélectionnées lors des assises communales ont représenté leur commune pour discuter des cinq thèmes-clés : (1) l'éducation, (2) la santé, (3) le leadership et la participation politique, (4) l'économie et (5) la justice et le statut juridique.

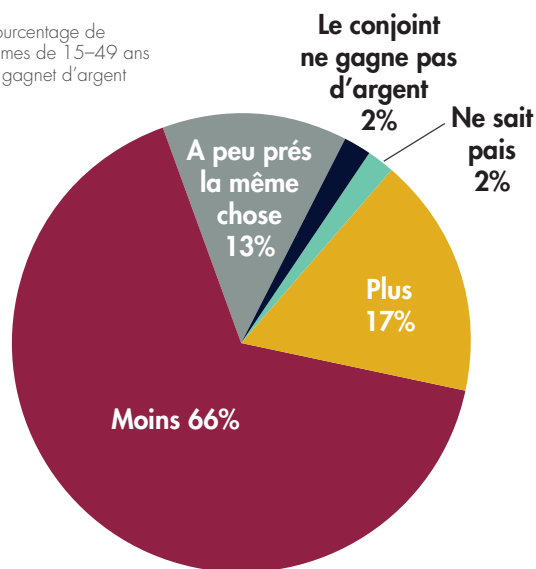
INTRODUCTION

En dépit des progrès réalisés par les femmes haïtiennes dans la lutte pour le respect de leurs droits et pour l'amélioration de leurs conditions de vie — dont la création du Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF) en 1994 est un exemple éloquent — les données plus récentes démontrent que de grands défis demeurent. En 2012 le MCFDF a organisé des forums participatifs pour analyser ces défis et y apporter « des réponses concrètes et durables » (MCFDF 2013). Le MCFDF a réalisé des échanges sur cinq axes thématiques :

(1) l'éducation, (2) la santé, (3) le leadership et la participation politique, (4) l'économie et (5) la justice et le statut juridique. Ces axes reflètent les priorités retenues par l'Etat haïtien, suite à la Conférence de Beijing en 1995, pour combattre les discriminations contre les femmes. Les problèmes soulevés et les recommandations formulées par les participantes à ces forums ont servi de base à la rédaction du *Livre blanc sur la condition féminine* (MCFDF 2013), un outil de plaidoyer en faveur du développement et de la mise en œuvre de politiques publiques qui facilitent la participation effective des femmes et assurent leur réussite dans la reconstruction du pays.

Graphique 1. Argent Gagné par la Femme Comparé à l'Argent Gagné par le Mari/Patenaire*

*Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui gagnent d'argent



Le Projet de politique de santé, Aksyon kolektif pou sekirite kont eksplwatasyon (HPP AKSE), financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a développé cette note d'information dans le but d'appuyer le plaidoyer du MCFDF pour améliorer les conditions des femmes haïtiennes dans le domaine de l'économie. Bien que les problèmes de pauvreté et le manque de capital humain et financier touchent toute la population Haïtienne, les femmes font face à de plus grands obstacles (voir tableau 1). Dans le domaine de l'agriculture particulièrement, il est généralement admis que le sexe joue un rôle important dans la division des tâches et les perspectives d'emploi (Banque Mondiale 2015).

Cette note présente des éléments fondamentaux du *Livre blanc* sur les obstacles économiques auxquels les Haïtiennes font face, les recommandations des participantes aux forums en la matière et d'autres données qui y sont liées afin d'informer les responsables étatiques, les ministres et les parlementaires sur la situation actuelle et ainsi soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques qui assurent le respect des droits humains des femmes.

Source: MSPP, IHE et ICF International .2012. *L'enquête mortalité, morbidité et utilisation des services (EMMUS)*, V. Calverton, MD : Ministère de la Santé publique et de la population (MSPP), Institut haïtien de l'Enfance (IHE) et ICF International..

Tableau 1. Résultats des forums : les femmes et l'économie

Exemples d'obstacles présentés aux forums	Données disponibles concernant ces obstacles
Situation économique précaire des femmes	<ul style="list-style-type: none"> Femmes au chômage : 17,3 % ; hommes au chômage : 11,5 % 28 % des femmes du secteur agricole sont rémunérées en argent. 7 % ne sont pas rémunérées du tout. (PNUD 2014)
Accès inégal aux biens et aux ressources, y inclus disparité patrimoniale (pas de propriétés)	<ul style="list-style-type: none"> 71 % des femmes ne possèdent ni terre, ni maison 20 % les possèdent conjointement (PNUD 2014)
Femmes plus présentes dans le secteur informel et les secteurs non valorisés	<ul style="list-style-type: none"> 55 % des femmes travaillent dans le secteur informel. Leur contribution n'apparaît pas dans le PIB national. (PNUD 2014)
Harcèlement sexuel dans les milieux de travail	<p>Nombre de femmes affectées par des agressions sexuelles ou harcèlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> 8,1 % de l'administration publique et des ONG 11 % des travailleuses domestiques et des ouvrières (SOFA et RNDDH 2014)
Sous-estimation et sous-valorisation du travail des femmes	<ul style="list-style-type: none"> 66 % des femmes en union ayant été rémunérées en argent pour leur travail disent qu'elles « gagnent moins que leur mari/partenaire ».

RECOMMANDATIONS DU LIVRE BLANC

Lors du forum national à Port-au Prince, les participantes ont formulé des recommandations pour répondre aux obstacles économiques qu'affrontent les femmes et améliorer leur accès aux biens et aux ressources. Pour cela, les participantes ont demandé la création de débouchés économiques à plusieurs niveaux, y compris l'accès au crédit (surtout pour les femmes rurales), la création de banques de crédits agricoles, de magasins communautaires et de coopératives agricoles. La promulgation de politiques publiques sur l'accès des femmes à la terre et aux semences gratuites ou subventionnées pourra renforcer ces mesures. Elles réclament aussi l'encadrement des femmes impliquées dans le commerce en vue de renforcer leurs capacités entrepreneuriales. Pour assurer l'égalité des femmes au travail, les participantes ont suggéré la création d'un observatoire pour la promotion de l'emploi au féminin et l'application d'une politique de valorisation des professions « traditionnellement féminines » (tel le travail domestique) afin d'assurer l'équité salariale.

CONCLUSION

Cette note d'information résume les principaux problèmes et recommandations concernant la situation économique des Haïtiennes soulevés par des femmes à travers le pays et compilés dans *Le livre blanc*. *Le livre blanc*, dont le but est d'informer les acteurs nationaux et internationaux, pourra servir de référence à l'élaboration des politiques publiques qui favorisent l'amélioration de la situation économique des femmes. Distribuée sur une plus grande échelle, cette note donnera matière à réflexion à tous les acteurs et actrices concernés dans leurs efforts d'amélioration de la condition féminine et de promotion du respect de leurs droits.

Note

Banque mondiale. 2015. web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22746256~menuPK:141310~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:4607,00.html, consulté le 16 avril 2015.

MCDFE. 2013. *Le livre blanc sur la condition féminine : la femme haïtienne à l'heure de la reconstruction nationale*. Port-au-Prince : Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCDFE).

PNUD. 2014. République d'Haïti, *Haïti : un nouveau regard*, rapport OMD 2013. Port-au-Prince : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

SOFA et RNDDH. 2014. *Rapport de l'Enquête sur le harcèlement sexuel en milieu du travail en Haïti*. Port-au-Prince : Solidarite fanm ayisyen (SOFA) et Réseau national de défense des droits humains (RNDDH).

Contactez-nous

Health Policy Project
1331 Pennsylvania Ave NW, Suite 600
Washington, DC 20004

www.healthpolicyproject.com
policyinfo@futuresgroup.com

Le Projet de politique de santé est un accord coopératif de cinq ans financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) sous l'égide de l'accord de coopération #AID-OAA-A-10-00067. Cet accord, qui a pris effet le 30 septembre 2010, est mis en œuvre par Futures Group, en collaboration avec Plan International USA, Avenir Health (précédemment Futures Institute), Partners in Population and Development, le Bureau régional Afrique de Partners in Population and Development (PPD ARO), Population Reference Bureau (PRB), RTI International et l'Alliance du ruban blanc pour une maternité sans risque (WRA).

Les informations fournies dans ce document ne constituent pas des informations officielles émanant du Gouvernement américain et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les positions de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international.